LE CANADA : UN ÉTAT POST-NATIONAL OU MULTINATIONAL OU NI L'UN NI L'AUTRE ?

JACK JEDWAB

Jack Jedwab est président de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut Métropolis. Titulaire d'un doctorat en histoire canadienne de l'Université Concordia, il a enseigné à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill. Il a donné des cours sur l'histoire de l'immigration au Québec, sur les minorités ethniques au Québec, sur les minorités de langue officielle au Canada et sur le sport au Canada. Il a également rédigé des essais pour des livres, des journaux à travers le pays, en plus d'être l'auteur de diverses publications et rapports gouvernementaux sur des questions d'immigration, de multiculturalisme, de droits de la personne et de langues officielles.

INTRODUCTION

En 2015, le Premier ministre Justin Trudeau a décrit le Canada comme un pays « sans identité centrale » et l'a ainsi qualifié de post-national (Foran, 2017). L'idée qu'un pays n'a pas d'identité centrale est parfois associée à des notions telles que la diversité profonde, le multiculturalisme et/ou, plus spécifiquement, aux pays ou États multiethniques. En effet, ces notions supposent que le pays n'a pas de majorité ethnique dominante et/ou toute autre majorité liée à l'identité en tant que caractéristique démographique déterminante. Les débats académiques et/ou politiques sur la question de savoir si le Canada est un État postnational, binational ou multinational repose sur différentes définitions ou des divergences dans l'interprétation du terme nation et à son usage, qu'il soit approprié ou non. Les débats en cours au Canada sur le nationalisme, les nations et l'appartenance à une nation sont importants pour nous aider à définir qui nous sommes en tant que Canadiens à l'ère des identités multiples et croisées. Ce qui suit permettra d'examiner ces questions en mettant l'accent sur la façon dont le Québec définit l'identité nationale et ce que cela implique pour les identités canadiennes.

QUELLE IDENTITÉ NATIONALE ? DU NATIONALISME FRANCO-CANADIEN AU NATIONALISME QUÉBÉCOIS

Nadeau et Barlow (2006) soulignent que : « … les Canadiens français ont tendance à percevoir le Canada comme un pays composé de deux nations, alors que les Anglais ont tendance à penser que 'pays' et 'nation' sont deux entités identiques ». Cependant, avant les années 1960, ce point de vue reposait en grande partie sur le fait que la (les) nation(s) était (étaient) associée(s) à un groupe ethnique ou ethno-national et, par conséquent, de nombreux Canadiens français supposaient que l'autre nation était britannique ou anglo-canadienne (et non pas simplement canadienne). Jusqu'à la fin des années 1960, la population française du Québec (ci-après les francophones) et celle du reste du Canada se décrivaient comme des Canadiens et/ou des Canadiens-Français. La vision qui prévalait avant les années 1960 de deux nations au Canada, l'une ethniquement britannique et l'autre ethniquement française, signifiait également qu'il existait deux nations de ce type dans la province de Québec (nous reviendrons à ce sujet dans un moment).

Au cours des années 1960, pendant la période dite de la Révolution tranquille, les Québécois francophones se sont considérablement éloignés du nationalisme franco-canadien pour se tourner vers le nationalisme québécois. En effet, le sentiment grandissant selon lequel la protection de la langue et de la culture françaises était mieux assuré au Québec a conduit de nombreux nationalistes canadiens-français à devenir des nationalistes québécois. Pour préserver et promouvoir leur identité centrale, les nationalistes québécois se sont tournés vers le gouvernement provincial et ont jugé préférable de s'identifier à la majorité nationale au Québec – en tant que Québécois – plutôt que d'appartenir à la minorité nationale francophone du Canada.

Face aux préoccupations croissantes concernant l'avenir de la langue et de la culture françaises à travers le pays, le gouvernement du Canada a mis en place, en 1963, une Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme visant à développer un partenariat égalitaire entre les peuples britanniques et français de ce pays, que l'on désignait également comme étant les peuples fondateurs du pays. Après de longues délibérations, le gouvernement n'a pas retenu le modèle biculturel et a plutôt opté pour le multiculturalisme dans un cadre bilingue. En avril 1971, le Premier ministre de l'époque, Pierre Elliot Trudeau, a déclaré qu'aucune culture singulière ne pouvait définir le Canada et que, par conséquent, s'il pouvait y avoir des langues officielles (comme le prévoit la loi de 1969 sur les langues officielles), il ne pouvait y avoir de culture officielle (Jedwab 2005).

En réaction à la vision bilingue/multiculturelle de Trudeau pour le Canada, le Premier ministre du Québec de l'époque, Robert Bourassa, a soutenu que la politique de multiculturalisme était tout à fait inadaptée au Québec en déclarant que «…le groupe de population prédominant est linguistiquement et culturellement français, où une importante minorité est linguistiquement et culturellement anglaise, et où il y a de nombreuses minorités ayant d'autres origines linguistiques et culturelles…».

À la fin des années 1960, plusieurs gestes ont été posés pour affirmer l'identité nationale du Québec : la législature a été rebaptisée Assemblée nationale du Québec et la bibliothèque de la province

est devenue la Bibliothèque nationale. Cela dit, la transition vers le nationalisme québécois n'a pas impliqué un détachement pur et simple du Canada (à l'exception de certains Québécois qui étaient favorables à la création d'un pays distinct). En fait, la majorité des nationalistes québécois s'identifiaient principalement au Québec et avaient donc tendance à reléguer l'identification au Canada au second plan (ironiquement, on pourrait considérer que cela revient à faire passer la nation avant le pays). C'était surtout le cas pour les nombreux francophones du Québec qui se sentaient interpellés par la vision nationaliste – un sentiment qui n'était pas partagé par la plupart des non-francophones du Québec.

LA NATION, UN CONCEPT FLOTTANT

Bien qu'ils soient souvent utilisés de manière interchangeable, il est largement reconnu qu'il existe des différences importantes entre la nation, l'État et le pays. Le pays et l'État sont parfois considérés comme symétriques, car ils s'appliquent généralement à des entités politiques autonomes, tandis qu'une nation est largement considérée comme un groupe de personnes partageant la même culture, mais ne disposant pas de la souveraineté. Pendant la majeure partie du vingtième siècle, la plupart des gens ont eu tendance à assimiler la nation au pays (et beaucoup le font encore). Par conséquent, vers la fin de ce siècle et au début du siècle suivant, lorsque des politiciens, des intellectuels et d'autres personnes au Québec ont demandé que le Québec soit reconnu par le reste du Canada en tant que nation, il a été largement supposé qu'ils aient fait allusion à une nation indépendante ou séparée du Canada (ou du reste du Canada).

Toutefois, la manière dont certains hommes politiques utilisent le terme nation est susceptible de brouiller les éléments distinctifs mentionnés précédemment et de favoriser, involontairement ou intentionnellement, l'ambiguïté en permettant aux citoyens de l'interpréter de différentes manières. En 2001, lors de son investiture en tant que Premier ministre du Québec, le regretté Bernard Landry a déclaré en français que « mon action en ce sens s'appuie sur une idée centrale et forte qui est largement acceptée : le Québec forme une nation ». Passant à l'anglais, Landry a ajouté : « Je vous invite chaleureusement, compatriotes anglophones, à participer pleinement à la construction d'un Québec pluriel et inclusif, un Québec qui se tiendra fièrement aux côtés des autres nations occidentales ». (CBC, 2001). Par ailleurs, Landry a noté que « le Québec est une nation sans en avoir le statut complet ». Ces observations laissent entendre que la notion de nation peut impliquer ou non celle de pays.

En 2006, à la Chambre des communes, le Bloc Québécois séparatiste, a demandé un vote sur une motion visant à reconnaître que les Québécois forment une nation. En réponse à ce qui était considéré comme « une demande inhabituelle », le Premier ministre de l'époque, Stephen Harper, a présenté une motion demandant que «...cette Chambre reconnaisse que les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni ».

Au cours du débat parlementaire sur ladite motion, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a estimé que ce refus de reconnaître la nation québécoise, de reconnaître une réalité évidente, pouvait être qualifié de grand blocage mental canadien. Il a ajouté que la seule attitude respectueuse envers les Québécoises et les Québécois est de les reconnaître

pour ce qu'ils sont, soit une nation qui ne cesse pas de l'être si elle ne fait plus partie du Canada… nous sommes une nation parce que nous sommes ce que nous sommes… Les Québécoises et les Québécois forment une nation qu'ils demeurent ou non au sein d'un Canada supposément uni. Ils forment une nation qu'ils deviennent ou non un pays ».

Harper a utilisé le terme français Québécois plutôt que Quebecer dans la version anglaise de la motion, ce qui a soulevé des questions quant à savoir s'il se référait à tous les Québécois ou seulement à la population majoritairement française. La formulation de la motion pourrait laisser entendre que le Québec est reconnu comme une nation ethnique plutôt que comme une entité civique. Mais tout cela est devenu théorique puisque peu après l'adoption de la motion, il est devenu de plus en plus courant pour les politiciens québécois (fédéralistes et souverainistes) de se référer simplement à la nation du Québec dans le discours public (par opposition à la nation québécoise), dissociant ainsi la nation de sa dimension ethnique, même si pour certains la nation québécoise cherchait principalement à refléter les intérêts de la majorité ethnoculturelle française (ce qui n'est pas considéré par tous comme quelque chose de moralement ou d'éthiquement inapropriée).

Dans sa politique d'affirmation du Québec et des relations canadiennes de 2017, le gouvernement libéral du Québec a fait remarquer que «… Le Québec est libre de ses choix et capable d'assumer son destin et son développement. Le Québec possède toutes les caractéristiques d'une nation et se reconnaît comme telle… la nation québécoise ne se limite pas à sa réalité de société majoritairement francophone en Amérique du Nord. La nation québécoise inclut l'ensemble des personnes habitant le territoire du Québec. Elle inclut notamment une communauté québécoise d'expression anglaise qui dispose de certains droits et prérogatives spécifiques et reconnaît également onze nations autochtones ».

LES NATIONS DANS LA NATION : COMBIEN Y A-T-IL DE NATIONS AU CANADA ET AU QUÉBEC ?

Un État multinational est une entité souveraine qui comprend deux ou plusieurs nations ou États. En revanche, un État-nation est une singularité qui n'est pas caractérisée par des identités nationales doubles ou multiples. Le politologue Alain Noël affirme que « le Canada est indéniablement une fédération multinationale, mais il précise que ce fait n'est reconnu ni constitutionnellement ni politiquement ». Les partisans de la vision du Canada en tant que fédération multinationale ont tendance à répéter qu'il s'agit d'un fait incontestable et qu'il ne peut donc pas faire l'objet d'un débat (comme Duceppe l'a suggéré, ceux qui ont des opinions opposées souffrent d'un blocage mental). Toutefois, comme on l'a dit, les Canadiens continuent d'assimiler la nation au pays.

Il est intéressant de noter que si les politiciens québécois se réfèrent souvent au Québec comme à une nation unique, le gouvernement reconnaît officiellement qu'il existe onze nations autochtones sur ce territoire[1]. Le Québec peut donc être qualifié de nation plurinationale ou multinationale. En effet, selon la logique de la reconnaissance multinationale, les nations autochtones du Québec sont

1 https://www.quebec.ca/gouvernement/portrait-quebec/premieres-nations-inuits/profil-des-nations/a-propos-nations

des nations au sein d'une entité multinationale (le Québec) qui fait elle-même partie d'une autre entité multinationale (le Canada).

Lorsqu'on leur demande combien de nations les Canadiens croient qu'il y a dans le pays, on observe des différences importantes entre les Québécois et les autres Canadiens. Un sondage réalisé par Léger Marketing pour l'Association d'études canadiennes en juillet 2022 révèle que si un Québécois sur six pense qu'il n'y a qu'une seule nation au Canada, cette opinion est partagée par près d'une personne sur deux en dehors du Québec (avec quelques variations entre l'Ontario et la Colombie-Britannique et les autres régions du pays). Près de 60 % des Québécois pensent qu'il y a au moins dix nations au Canada, un point de vue partagé par la moitié des Britanno-Colombiens interrogés. Les personnes hors Québec qui souscrivent à l'idée qu'il existe une multiplicité de nations au sein du pays pensent probablement aux nombreuses Premières nations du pays).

Il existe également une différence d'opinion notable entre les Québécois sur le nombre de nations au Canada. En effet, plus d'un non-francophone sur trois pense qu'il n'y a qu'une seule nation, contre environ un québécois francophone sur dix.

QUI FAIT PARTIE DU LOT ET QUI N'EN FAIT PAS ? ATTACHEMENT ET IDENTIFICATION À LA NATION QUÉBÉCOISE

L'une des principales questions soulevées par les débats sur la nation et le pays concerne l'impact sur l'attachement, l'appartenance et/ou l'identification de chacun. Les dirigeants d'une nation souhaitent voir, et décrivent donc souvent, leurs membres comme une unité cohésive et cohérente, avec une culture et des expériences communes. La formation de l'identité de la nation s'articule autour de la langue, de l'ethnicité et/ou de la religion, entre autres marqueurs identitaires. Mais, lorsque la nation est définie par des frontières géographiques, tous ses membres ne se sentent pas forcément reconnus et/ou représentés dans la vision de la nation, et cela semble être particulièrement le cas pour les personnes qui ne s'identifient tout simplement pas au marqueur dominant qui est la caractéristique déterminante de la nation.

TABLEAU 1. LE QUÉBEC SE DÉCRIT DE PLUS EN PLUS COMME UNE NATION, AU MÊME TITRE QUE PLUSIEURS GROUPES AUTOCHTONES. SELON VOUS, COMBIEN DE NATIONS Y A-T-IL DANS LE PAYS ?

	CANADA	CB	ALB	PRAIRIES	ON	QC	ATLANTIQUE
1	38 %	42 %	**49 %**	**53 %**	**41 %**	**16 %**	**49 %**
2	8 %	**4 %**	7 %	5 %	10 %	9 %	6 %
3	11 %	**4 %**	11 %	9 %	11 %	**15 %**	8 %
10	16 %	19 %	**8 %**	15 %	14 %	**23 %**	11 %
50+	28 %	31 %	25 %	**19 %**	**24 %**	**36 %**	27 %

Source : Leger pour l'Association d'études canadiennes, du 8 au 10 juillet 2022.

TABLEAU 2. LE QUÉBEC SE DÉCRIT DE PLUS EN PLUS COMME UNE NATION, AU MÊME TITRE QUE PLUSIEURS GROUPES AUTOCHTONES. SELON VOUS, COMBIEN DE NATIONS Y A-T-IL DANS LE PAYS ?

QUÉBEC	FRANCOPHONE	NON-FRANCOPHONE
1	11%	36%
2	9%	8%
3	17%	13%
10	26%	17%

Source : Leger pour l'Association d'études canadiennes, du 8 au 10 juillet 2022

Les débats sur la question de savoir qui croit faire partie de la nation et qui n'en fait pas partie furent souvent évoqués pour déterminer si la nation doit être décrite comme civique (inclusive) ou ethnique (exclusive). D'autres encore ont suggéré que le terme de nation sociologique était plus approprié que celui de nation ethnique, le premier faisant référence à « un statut de groupe uni par une mémoire historique commune et qui lutte pour le prestige du pouvoir et de la culture avec d'autres nations » (Norkus 2004). Les distinctions entre la nation sociologique, civique et ethnique sont beaucoup plus complexes et nuancées par rapport à la manière dont elles sont présentées. Cependant, les degrés de reconnaissance varient d'une nation à une autre, selon que l'on s'identifie ou non à celle-ci, et pourquoi il en est ainsi. Le Canada est un bon exemple à cet égard : historiquement, un grand nombre de francophones ne se sont pas sentis reconnus ou représentés dans la vision sous-jacente de la nation ou du pays. Il en va de même pour le Québec, dont une grande partie de la population anglophone ne se sent pas très attachée au Québec (et probablement encore moins à la nation québécoise).

Dans sa déclaration de politique générale de 2017, le Parti libéral du Québec affirme que : «...la majorité des Québécois se sentent à la fois Québécois et Canadiens. Une grande majorité de Québécois ressentent un fort attachement au Québec, sur la base de l'identité nationale » Pourtant, il est clair que la majorité des Québécois anglophones éprouvent un sentiment d'attachement au Québec beaucoup plus faible que celui des francophones. Comme l'illustre le tableau ci-dessous, le degré d'attachement au Québec exprimé par les anglophones est à peu près similaire au degré d'attachement au Canada exprimé par les francophones. Néanmoins, la majorité des francophones et des anglophones du Québec se sentent attachés respectivement au Québec et au Canada. Cependant, il serait difficile de nier, à la lumière des résultats de l'enquête ci-dessous, que l'une ou l'autre « nation » n'est pas exempte de difficultés s'agissant de l'unité « nationale ».

CONCLUSION : LE CANADA EST-IL UN ÉTAT POST-NATIONAL, BINATIONAL OU MULTINATIONAL ?

En réponse à la caractérisation du Canada par le Premier ministre Justin Trudeau comme étant postnational, l'écrivain réputé Charles Foran affirme qu'aucune « nation » ne peut vraiment se comporter de manière postnationale puisqu'elle possède des mécanismes bien établis en matière de gouvernance et de contrôle de l'État par le biais des armées, de frontières et de passeports soumis à l'autorité du Premier ministre. Pourtant, le fait que Justin Trudeau ait présenté le Canada comme étant sans identité centrale ou, comme cela a été mentionné par l'ancien Premier ministre Pierre Trudeau, sans culture officielle, est probablement à

TABLEAU 3. L'ATTACHEMENT AU QUÉBEC ET AU CANADA PAR LES FRANCOPHONES ET LES ANGLOPHONES DU QUÉBEC.

QUÉBEC	FRANCOPHONES		ANGLOPHONES	
	ATTACHEMENT AU CANADA	ATTACHEMENT AU QUÉBEC	ATTACHEMENT AU CANADA	ATTACHEMENT AU QUÉBEC
Très attaché	29.5%	53.9%	61.5%	23.7%
Plutôt attaché	39.5%	35.4%	28.2%	44.7%
Peu attaché	21.3%	8.2%	5.1%	18.4%
Pas du tout attaché	9.1%	1.6%	2.6%	10.5%
Je ne sais pas / je préfère ne pas répondre	0.6%	0.9%	2.6%	2.6%
Total		100.0%		100.0%

Source : Leger pour l'Association d'études canadiennes, du 8 au 10 juillet 2022.

l'origine de l'opinion selon laquelle le pays n'est pas postnational. Le post-nationalisme ou le non-nationalisme est le processus ou la tendance par lequel les États-nations et les identités nationales perdent de leur importance. D'autre part, la multiplicité des nations sur un territoire donné risque de diminuer l'importance politique et le statut de l'affirmation du statut national. Tout ceci est sous-tendu par un débat permanent sur la définition des nations et du multinationalisme, une conversation qu'il n'est pas facile d'entreprendre lorsque les visions respectives ne font pas l'objet d'un débat.

RÉFÉRENCES

CBC (2001) « Landry declares, Quebec forms a nation », Mar 09, 2001 https://www.cbc.ca/news/canada/landry-declares-quebec-forms-a-nation-1.270255

CBC (2006) « The 39th Parliament Debate: The motions on the Québécois nation ». Last Updated November 24, 2006. www.cbc.ca/news2/background/parliament39/motion-quebecnation.html

Charles Foran, « The Canada experiment: is this the world's first 'postnational' country?», in *The Guardian*, January 4, 2017. www.theguardian.com/world/2017/jan/04/the-canada-experiment-is-this-the-worlds-first-postnational-country

Government of Quebec, 2017, «'Quebecers our way of being Canadian' Policy on Quebec Affirmation and Canadian Relations » Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Government du Quebec, « Les 11 nations autochtones du Québec » Dernière mise à jour : 1er mai 2023 (www.quebec.ca/gouvernement/portrait-quebec/premieres-nations-inuits/profil-des-nations/a-propos-nations).

Jack Jedwab « Crisis what Crisis? The Recognition Issue and Canadian Identity » in Nathalie Kermoal and Claude Couture editors, *Constitutional Forum*, (2005) 13:3 & 14:1.

Leger for the Association for Canadian Studies, « How many nations do you think that there are in the country?» July 8-10, 2022.

Leger for the Association for Canadian Studies, « Attachment to Quebec and Canada on the part of Quebec francophones and anglophones », February 20-March 3, 2023.

Jean-Benoît Nadeau and Julie Barlow, « Canada's conundrum, in a word » in *New York Times*, Dec. 11, 2006 www.nytimes.com/2006/12/09/opinion/words-fail-them.html

Alain Noël, « Recognition and New Arrangements: The Challenges of a Multinational Federation » in Breton, Charles (ed.). 2021. A Resilient Federation? Policy Challenges for the New Decade. Inaugural Essay Series. Centre of Excellence on the Canadian Federation (Montreal: Institute for Research on Public Policy).

Zenonas Norkus (2004) « Max Weber on Nations and Nationalism: Political Economy before Political Sociology » in the *Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, Volume 29, number 3 pp. 389-418